

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, le 18 août 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LAFARGE GRANULATS ex LAFARGE HOLCIM Granulats

14/16 boulevard Garibaldi
92130 Issy-les-Moulineaux

Références : UD35/2023-473
Code AIOT : 0005502783

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/06/2023 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS ex LAFARGE HOLCIM Granulats implanté Montlouis 35150 Janzé. L'inspection a été annoncée le 12/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est programmée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE GRANULATS ex LAFARGE HOLCIM Granulats
- Montlouis 35150 Janzé
- Code AIOT : 0005502783
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière Montlouis est une carrière de roches massives située à Janzé.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Plan de gestion des déchets
- Sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 1	/	Sans objet
2	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 1.5	/	Sans objet
3	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 4.2	/	Sans objet
4	Plan de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
5	Plan de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 5	/	Sans objet
7	Remblaiement	AP Complémentaire du 13/01/2020, article 9	/	Sans objet
8	Eaux	AP Complémentaire du 13/01/2020, article 5	/	Sans objet
9	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 3.6	/	Sans objet
10	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 11/06/2021, article Annexe 3 – Ligne 16	/	Sans objet
11	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 11/06/2021, article Annexe 3 – Ligne 16	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au terme de la visite et des constats effectués sur les prescriptions inspectées, l'inspection n'a pas mis en évidence de non conformité à la réglementation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales – Autorisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Rubrique 2510-1 : Exploitation de carrière Production annuelle maximale : 800 000 t
Constats : En 2020 : - Quantité gisement restante et accessible : 2 028 kt - Quantité extraite : 551 392 t (Produits expédiés : 395 kt, Stériles générés : 157 kt) La quantité de gisement restant et accessible a été réestimée suite à l'actualisation du plan de phasage en 2022. La faible quantité restante amène l'exploitant à s'interroger sur une extension ou une cessation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Extraction de matériaux autorisée
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Aucune extraction de matériaux n'est réalisée à une profondeur inférieure à 25 m NGF, soit une profondeur maximale de 85 m par rapport au niveau des terrains naturels.
Constats : La cote actuelle est de 43 m NGF. Il reste un front à exploiter.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de la carrière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met à jour au moins une fois par an un plan de la carrière et des installations sur fond cadastral sur lequel figurent, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'extraire ;- les bords de la fouille ;- la position des stocks ;- les courbes de niveau ou côtes d'altitude des points significatifs ;- le réseau de circulation des eaux ;- les zones remises en état. <p>Ce plan permet également d'identifier les parcelles où sont entreposés les différents déchets inertes utilisés dans le cadre du remblaiement de la carrière.</p> <p>Ce plan est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni un plan topographique mis à jour en juillet 2022.</p> <p>Le plan de phasage a été mis à jour à cette occasion.</p> <p>Une nouvelle mise à jour du plan topographique est prévue en juillet 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets (AN2022)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan de gestion des déchets d'exploitation mis à jour en juin 2023 dans lequel on retrouve les éléments de l'article 16bis de l'arrêté ministériel du 22/09/94 modifié.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/04/2010, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets (AN2022)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore le plan de gestion des déchets pour la réduction, le traitement, la valorisation et l'élimination des déchets d'extraction, selon les modalités définies au présent article. Le plan de gestion des déchets est fondé sur la connaissance et la caractérisation des déchets, dans l'objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Caractérisation des déchets : L'ensemble des déchets fait l'objet d'une caractérisation, dont le contenu est fixé dans l'annexe I du présent arrêté, [...]</p> <p>Plan de gestion des déchets : L'exploitant remet à l'administration un plan de gestion des déchets comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- la procédure d'échantillonnage [...];- la caractérisation des déchets [...];- une estimation des quantités totales de déchets d'extraction et de traitement [...];- la description des modes d'extraction et des procédés de traitement générant ces déchets ;- une analyse des solutions, [...];- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;- une analyse des risques selon la méthodologie définie à l'annexe VII point 1 du présent arrêté ;- une description des mesures techniques [...];- les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et celles prévues en vue de réduire la pollution de l'air et du sol pendant l'exploitation et après la fermeture ;- une étude de l'état du terrain susceptible de subir des dommages dus à l'installation de gestion de déchets ;- les procédures de contrôle et de surveillance, tout au long de la vie de l'installation ;- une étude géologique, hydrologique et hydrogéologique validant le choix d'emplacement des aires de stockage de déchets ;- le bilan hydrique prévu à l'article 24 du présent arrêté ;- le plan proposé en ce qui concerne la fermeture, y compris la remise en état, les procédures de suivi et de surveillance après fermeture. <p>Le plan de gestion des déchets permet de déterminer si l'installation de gestion de déchets présente un risque majeur et doit à ce titre être classée en catégorie A au sens de l'annexe VII du présent arrêté.</p> <p>Le plan de gestion des déchets justifie les éventuels écarts par rapport aux référentiels professionnels de bonnes pratiques reconnus, lorsque ces derniers existent ou, à défaut, par rapport aux installations récentes de nature comparable.</p> <p>En matière d'impact, l'exploitant détermine dans le plan de gestion le caractère acidifiant des déchets et décrit les mesures prises pour la prévention du drainage acide, notamment dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- présence de sulfures métalliques dans les résidus et/ou stériles ;- exposition des sulfures aux eaux météoriques entraînant l'oxydation de ces derniers ;- constat de la formation d'un lixiviat acide ;- manque de minéraux capables de neutraliser l'acidité.

Constats : L'exploitant dispose d'un plan de gestion des déchets d'exploitation mis à jour en juin 2023 dans lequel on retrouve les éléments de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Remblaiement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/01/2020, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 5.4.6.4. Registre : L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.
Constats : Lors de l'inspection du 29 novembre 2021, il avait été demandé de fournir un plan topographique de la zone de remblaiement muni d'un carroyage. Ce plan a été fourni. Il présente la topographie de la carrière avec un carroyage permettant d'identifier la localisation des remblais.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/01/2020, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux – pH + GIDAF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 4.6.6 – Un contrôle du respect des prescriptions de l'article 4.6.3. est réalisé par l'exploitant dans les conditions suivantes :</p> <p>Rejet (Sortie du bassin après traitement à la chaux) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Débit : Continu - pH : Quotidien - MES, Fe, Al : mensuelle - T°C, Conductivité, As, Ba, Cd, Cr total, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, Sb, Se, Zn, Chlorures, Fluorures et sulfates : Mensuelle - DCO, HC : Annuelle <p>Ruisseau de Merquelande (Amont et aval du point de rejet) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Couleur, pH, O2, DCO, MES, Ammonium, Conductivité, Fe, Al, HC : Semestrielle - As Ba, Cd, Cr total, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, Sb, Se, Zn, Chlorures, Fluorures et sulfates : Mensuelle - Indice biologique diatomée : Annuelle en condition représentative (en période d'étiage et de rejet)
<p>Constats :</p> <p>Les contrôles sont réalisés par l'exploitant aux fréquences prescrites. Les résultats ont été déclarés dans GIDAF et validés pour l'année 2022 et le début de 2023.</p> <p>Concernant l'étalonnage de la sonde pH (observation suite à l'inspection du 29 novembre 2021), la société SOCOTEC qui vient faire les prélèvements d'eau mensuels, vérifie l'étalonnage du pH.</p> <p>De plus, l'étalonnage de la sonde est réalisé tous les ans par la société BAMO Mesures.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2009, article 3.6
Thème(s) : Risques chroniques, Intégration dans le paysage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des mesures efficaces visant à réduire l'impact visuel sont adoptées, notamment : <ul style="list-style-type: none">- maintien d'une bande boisée de 30 m de largeur sur le long des parcelles 56 et 47 (cf.plan annexé) ;- préservation des espaces boisés sur une superficie d'environ 10 ha en bordure Est du site ;- consultation d'un architecte paysager pour les opérations de plantation et d'aménagement des versants existantes ;- compensation des déboisements de 9ha 56a 30ca par des reboisements de 32 ha dont 20ha 70a 63ca dans un rayon inférieur à 2km du site ;- conservation du bois d'épicéa situé en partie Sud du site ;- entretien de la partie boisée validé par un expert forestier ;- réduction des pentes des remblais actuels permettant la facilitation de la végétation arbustive et apport de terres végétales destinées aux plantations arborées ;- travaux de réfection du merlon Est (mise en place de terre végétale) ;- reboisement dans les meilleurs délais des merlons Est et Nord par des essences arbustives adaptées ;- plantation de haies arbustives et arborées le long de la RD 163.
Constats : Lors de l'inspection du 29 novembre 2021, il avait été demandé à l'exploitant de transmettre les documents permettant de justifier la réalisation des reboisements de 32 ha prévus dans le cadre de l'intégration paysagère de la carrière. Ces documents ont été fournis. La fiche de réception finale (3 mars 2014) atteste la mise en place de la mesure compensatoire et le bon état des boisements.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2021, article Annexe 3 – Ligne 16
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des consommations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Réduction de la consommation en eau utilisée dans les différents process relatifs aux usages industriels</p> <p>Relevé des compteurs à fréquence bimensuelle</p>
<p>Constats : L'inspection avait pour but : - de sensibiliser l'exploitant aux enjeux liés à la consommation d'eau ; - d'anticiper les actions à mettre en œuvre en cas de sécheresse</p> <p>Les prélèvements d'eau se font uniquement en fond de fouille qui recueille les eaux de pluie. Les eaux sont stockées dans des bassins en haut de carrière. Elles sont utilisées pour : - l'arrosage des pistes - le rabattage des poussières sur les tapis - maintenir le taux d'humidité à 5 % des graves</p> <p>Un compteur a été mis en place en 2022 au niveau de la pompe de fond de fouille afin de suivre le volume d'eau total prélevé et remonté dans les bassins. Le relevé est mensuel. L'eau consommée pour l'arrosage des pistes est calculée en croisant le nombre de rotation des camions et le volume de réservoirs à eau. Il n'y a pas de compteur pour mesurer le volume d'eau utilisé pour maintenir l'humidité des graves.</p> <p>L'exploitant doit continuer la mise en place du comptage des prélèvements d'eau afin de connaître sa consommation en eau.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2021, article Annexe 3 – Ligne 16
Thème(s) : Risques chroniques, Réduction des consommations ou mesure alternative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Réduction de la consommation en eau utilisée dans les différents process relatifs aux usages industriels :</p> <ul style="list-style-type: none"> - XX % de la consommation hebdomadaire moyenne de l'année hors période de sécheresse, sauf si : - l'arrêté préfectoral encadrant l'activité prévoit des prescriptions relatives aux économies d'eau à réaliser en cas de sécheresse, Ou - l'industriel peut présenter un diagnostic de moins de 5 ans portant sur son procédé et proposant un plan d'actions de réduction des consommations d'eau qu'il s'est engagé à mettre en œuvre, Ou - l'industriel peut démontrer que ses besoins en eau utilisée pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (e.g mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité).
<p>Constats :</p> <p>L'inspection avait pour but :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de sensibiliser l'exploitant aux enjeux liés à la consommation d'eau ; - d'anticiper les actions à mettre en œuvre en cas de sécheresse <p>L'exploitant indique qu'il n'a pas de solution immédiate pour réduire sa consommation d'eau prélevée sauf à diminuer l'arrosage des pistes (qui représente 80 à 90 % de sa consommation). Même si l'exploitant doit respecter de la réglementation en matière d'envol des poussières, il doit continuer à étudier les différentes techniques disponibles afin de réduire ses consommations en eau.</p>
Type de suites proposées : Sans suite